



Universités :

PLUS DE CONCURRENCE... POUR PLUS D'INEGALITES

Ensemble, riposter au gouvernement !

Nous sommes tous les cibles de la contre-révolution libérale. Prenant prétexte de la nécessité d'un changement profond de société, la droite et Sarkozy mettent en œuvre une politique de destruction massive d'acquis civilisationnels et sociaux, une politique de recul sans-précédent pour notre peuple :

- » une politique de retour à «l'ordre moral», **anti-68** ;
- » une politique **sécuritaire** qui stigmatise la jeunesse, la différence et qui dresse les uns contre les autres ;
- » une vision du monde post-coloniale, atlantiste et **va-t-en guerre** ;
- » un pouvoir autoritaire qui se cache derrière le **marketing politique** et des médias aux ordres ;
- » une politique de classe **au service de l'argent** et du patronat.

Que ce soit dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche, mais aussi de la culture, les

réformes engagées par le gouvernement sont profondément inspirées de ces conceptions.

Pour eux, **tout est marchandise** : La Sorbonne™ ou Le Louvre™ sont des marques, les idées sont des brevets, les chercheurs et les artistes sont des centres de profits, et les étudiants des produits à écouler au supermarché du travail, ou pour ceux

« Libertés et responsabilités des Universités », une arnaque visant à soumettre le système éducatif aux besoins du patronat, au marché. Une réforme qui renonce à s'attaquer à l'échec universitaire, à la modernisation de l'enseignement supérieur et à la précarité étudiante.

qui ont les moyens, les clients de quelques pôles d'excellence universitaire que la réforme Pécresse veut faire émerger.

Pour eux, tout doit être **rentable** : l'université doit fournir une main d'œuvre docile et directement exploitable par le patronat. Et pour répondre à ce projet à courte vue, la sélection est leur arme : pour quelques uns

se sera les grandes écoles, pour les autres des formations au rabais.

Nous avons besoin d'autre chose, **d'une autre politique**. Le véritable enjeu c'est de permettre à tous d'accéder au plus haut niveau de culture et de qualification. Ce n'est pas qu'une question de justice. C'est une question de démocratie, si on veut que les citoyens puissent intervenir de façon pertinente, sur les grands choix de société. C'est ainsi que nous relèverons **les défis majeurs de ce siècle, scientifiques, économique et citoyens**, tels que développer la recherche et les filières répondant au besoin d'une nouvelle croissance

respectueuse de l'environnement, ou encore, à l'heure de la cyber-révolution, faire de l'Université un outil d'innovation, de partage des savoirs et de confrontations d'idées ouvert sur la société. C'est le sens des propositions du PCF.

PCF
Parti communiste français

LA LOI LRU, UNE IMPOSTURE !

L'université connaît en France des difficultés profondes. Depuis 30 ans, si la démocratisation de l'accès aux études supérieures a constitué une indéniable avancée, les situations d'échecs

se sont multipliées : un étudiant sur deux est en échec scolaire dès la première année et le taux est supérieur encore en fin de premier cycle.

Mais si ces difficultés sont réelles, le remède imposé par le gouvernement cet été est une imposture. Affublé du nom d'autonomie, c'est plutôt de dépendance qu'il est question, ou pour être précis de «sponsoring». L'objectif de la loi est bien de liquider l'université française en tant qu'outil national et public de formation et d'émancipation, et de soumettre notre système éducatif aux intérêts du capital.

Menace sur le service public

La Loi s'attaque d'abord aux statuts des enseignants-chercheurs comme des personnels en favorisant la multiplications de contrats de droit privés, sous forme de CDI et de CDD, et à partir de critères de recrutement opaques. En outre, si la coopération entre établissements est souhaitable, leur regroupement prévu par la Loi va favoriser une concentration de moyens sur quelques pôles au détriment d'une offre de formation harmonieusement répartie sur l'ensemble du territoire. De même, le transfert possible à des fondations financées par le privé, des biens mobiliers et immobiliers des universités publiques constitue une privatisation à peine voilée. A quand la publicité Coca-Cola sur les murs des amphis ?

Menace sur les savoirs

L'irruption du privé est bien le maître mot de la réforme. Avec le mécénat, ou plus directement avec l'entrée de représentants du patronat dans les conseils d'administration des Universités, la volonté du gouvernement est bien d'influer sur les programmes de recherche et de formation pour qu'ils soient conformes aux vœux du Medef. C'est l'adaptation de notre système

d'enseignement supérieur aux exigences du capitalisme mondialisé.

Menace sur l'égalité

Ce qu'organise cette Loi c'est le cadre d'une concurrence globale, sans frein ni limite, sur les financements, les cursus, les diplômes, entre étudiants, entre universitaires et chercheurs ; elle permet l'éclatement du service public et sa soumission intégrale à des intérêts privés de court terme ; elle ne précarise pas seulement les emplois mais tout le tissu des formations supérieures ; elle coiffe cet ensemble d'une insupportable logique de caporalisation ; elle confond organisation de la science et « management ».

Menaces sur la démocratie

Et pour mener à bien un projet aussi réactionnaire, il fallait que la Loi permette de museler toute éventuelle opposition au sein des Universités : en réduisant le poids des conseils d'administration, la représentation des étudiants et en ouvrant la voie à un hyper pouvoir des présidents d'Université, c'est toute la démocratie universitaire que l'on attaque, c'est le lien avec les citoyennes et les citoyens, avec la société que l'on veut briser au profit de la tutelle du marché.

Nous proposons notamment :

De recruter massivement des enseignants chercheurs sur statut de la Fonction publique ainsi que du personnel technique et administratif.

De doubler le budget de fonctionnement par étudiant pour permettre aux universités d'assurer leurs missions de formation et d'engager un vaste plan de rénovation, de construction et d'équipement des universités.

D'établir une gratuité véritable des études et de supprimer les frais d'inscription

De mettre en place une allocation d'autonomie jeunesse et de garantir par de nouveaux services publics l'accès à la santé et au logement.

LOI PECRESSE :

Les communistes demandent l'abrogation de la Loi «Libertés, responsabilités des universités» et un grand débat national pour une Université démocratisée et performante.

BUDGET 2008 :

Toujours plus d'exonérations pour les entreprises et toujours moins de moyens pour les labos et l'université.

BOURSES ETUDIANTES :

Les annonces de la Ministre sont une goutte d'eau qui ne répond pas aux besoins de logement, de pouvoir d'achat c'est à dire d'autonomie des étudiants.